

Les musulmans, entre Europe et Etats-Unis - une approche critique

Brigitte Maréchal

Dans un article publié le 14 septembre 2007 sur le site Yale Global Online, un article « Muslims and the Tale of Two Continents » de la journaliste Shada Islam, présentée comme une analyste confirmée du European Policy Centre, nous rapporte que les musulmans américains sont mieux intégrés que leurs coreligionnaires européens. A partir du constat selon lequel le terrorisme islamique frappe désormais, avant tout, l'Europe – où naissent des musulmans qui deviennent des radicaux et qui n'hésitent pas alors à s'en prendre à leurs concitoyens -, l'auteur invite les politiques européens à s'inspirer des méthodes usitées par le gouvernement et la société américaine. Pour Shada Islam, le défi de l'intégration passe nécessairement par l'assimilation au sein du courant dominant, et la prédominance accordée aux politiques sécuritaires.

Son article regorge d'approximations mais procède également, pour une large part, d'un certain nombre de simplifications abusives, réductrices de la complexité des situations qui existent, en Europe tout du moins ; une connaissance plus approfondie des réalités du vieux continent est nécessaire avant de prétendre parler de l'Europe. Sa conclusion apparaît obsolète voire même complètement déplacée pour pouvoir réellement favoriser la cohabitation harmonieuse des populations en Europe.¹

Le pluralisme interne des communautés musulmanes.

L'article évoque le fait qu'il y a 20 millions de musulmans en Europe alors que les statistiques les plus souvent mentionnées par les scientifiques accréditent l'idée qu'ils seraient entre 12 et 15 millions en Europe occidentale².

En outre, plutôt que d'évoquer ce chiffre pour témoigner de leur importance incontournable en Europe, il importe de savoir de qui nous parlons : ces 15 millions maximum de personnes qualifiées de « musulmans » sont, en réalité, des personnes originaires, d'une manière ou d'une autre, d'un pays musulman, sans que personne ne puisse apporter de réelles précisions quant à leur confession.

Enfin, parmi ces musulmans, d'après les observations établies sur base des pratiques, il apparaît que la grande majorité d'entre eux peuvent être qualifiés de musulmans culturels tandis qu'un tiers des musulmans environ, font partie de ceux qui activent leurs référents islamiques à partir de leurs croyances et de l'assiduité de leurs pratiques religieuses, voire encore, pour une minorité d'entre eux (10% environ ?) de leur militantisme.

Des courants idéologiques et spirituels très divers sont en tension. Et au contact de la modernité, la foi devient également de plus en plus une affaire strictement individuelle bien que le sens d'appartenance collective à la communauté des croyants – la Umma – demeure une réalité. Celle-ci est d'ailleurs souvent renforcée par l'accès aux moyens modernes de communication, qui permettent une proximité avec les frères et sœurs en islam qui se situent dans le monde, y compris ceux qui sont de l'autre côté de la planète.

¹ Un rapport vient d'être soumis et publié par la Commission Culture et Education du Parlement européen : F. Dassetto, S. Ferrari, B. Maréchal, *Islam in the European Union : What's at Stake in the Future ?*, Mai 2007 (disponible à partir du site du cismoc).

² Voir notamment B. Maréchal, S. Allievi, F. Dassetto & J. Nielsen, *Muslims in the Enlarged Europe: Religion and Society*, Brill, Leiden, 2003.

Le modèle réussis d'intégration américain versus les échecs des politiques européennes ?

L'auteur oppose de manière presque caricaturale les musulmans, généralement riches et éduqués, qui résident aux Etats-Unis, aux musulmans pauvres et initialement analphabètes qui résident en Europe. Non seulement ces derniers, beaucoup plus nombreux, y seraient défavorisés mais ils seraient par ailleurs prétendument victimes de discriminations spécifiques en matière de logement, d'éducation et sur le marché de l'emploi.

Si Shada Islam parle des musulmans américains relativement nantis, elle ne parle que d'une partie de la réalité, celle qui lui convient. Elle oublie le fait qu'une partie de la population américaine noire, pauvre a donné naissance au mouvement des Black Muslims, dont Malcom X demeure la figure de proue. Ces jeunes ont trouvé dans l'islam un outil de protestation et leur mouvement est ensuite devenu une des références des jeunes musulmans européens. Certains prédicateurs noirs américains, assez vindicatifs continuent à venir en Europe, et notamment en Grande-Bretagne, pour propager des discours islamiques qui sont imprégnés de considérations à la fois vindicatives et isolationnistes où suintent les frustrations vécues au quotidien par les noirs américains, accrues dans le contexte post 11 septembre 2001.

En outre, l'histoire révèle certes effectivement que les personnes originaires de pays musulmans qui arrivent en Europe surtout depuis les années 1960 sont d'origine généralement très modestes et sont également souvent analphabètes. Toutefois, nombre d'entre eux sont également des réfugiés politiques ou encore des étudiants inscrits dans des universités, comme l'atteste ma thèse sur les Frères musulmans européens. Par ailleurs, la situation des musulmans évolue au fur et à mesure de la longueur de leur implantation : la majorité des musulmans européens sont désormais bien plus prospères que leurs coreligionnaires restés dans les pays musulmans (n'est-ce pas là une des raisons qui continuent de justifier de nombreux mariages avec une personnes du pays d'origine ?).

Par ailleurs, il importe de réaliser combien l'implantation musulmane en Europe est un processus qui n'est pas achevé. Et il est complètement erroné de continuer à parler des musulmans européens à partir des vagues d'immigration alors que nous en sommes désormais à la deuxième, troisième voire quatrième génération de musulmans européens, dont les conceptions sont avant tout ancrées dans leur expérience de la démocratie, des droits de l'homme et de la neutralité bienveillante de l'Etat.

Enfin, il est vrai que toutes les politiques élaborées par les pays européens ne sont peut-être pas toujours complètement équitables à l'égard des populations d'origine immigrées. Il existe toutefois une différence fondamentale entre la difficulté plus ou moins réelle des politiques à lutter contre certaines pratiques discriminantes et le fait de susciter de telles politiques discriminantes à l'égard de populations déterminées. Par exemple : que dire de la reconnaissance de la religion islamique par la Belgique dès 1974 et de la nomination de professeurs de religion islamique dans les écoles primaires et secondaires dès 1978 ? Que dire du foisonnement d'écoles musulmanes subventionnées par des fonds publics aux Pays-Bas ?

D'une manière générale, les études juridiques en la matière montrent que, depuis trente ans, les politiques nationales concernant les relations entre religions et Etats tendent vers une égalisation des statuts entre les croyants des différentes religions ; il reste encore certaines difficultés légales et sociales ainsi que des différences entre Etats. Mais ces problèmes constituent avant tout des difficultés mineures, comme c'est notamment le cas de revendications relatives à l'application du droit familial musulman, qui continue à engendrer une fin de non-recevoir tandis qu'une infime minorité de musulmans persiste à maintenir une telle revendication³.

³ Voir la partie de S. Ferrari dans le rapport européen susmentionné.

Quoi qu'il en soit, le regard interne porté aux politiques islamiques, ne devrait pas faire oublier que ce sont les pratiques et la politique des puissances occidentales, dont particulièrement celles des Etats-Unis d'Amérique qui sont ciblées par les musulmans du monde, même si les musulmans des Etats-Unis semblent montrer un visage quiétiste. Dans ce sens, si on veut parler de responsabilités respectives, il faudrait aussi parler de la lourde responsabilité des Etats-Unis, ce que Shada Islam se garde bien de faire. C'est ce que S. Huntington a d'ailleurs justement diagnostiqué en disant que la mondialisation dont l'Occident et les Etats-Unis sont porteurs, devient source d'un clash de civilisations si elle continue au même rythme que celui entamé précédemment.

Le leadership et les formations en théologie islamique : au cœur des préoccupations

Plutôt que d'évoquer les questions de la représentativité des musulmans – dont on constate presque toujours les écueils dans quelque pays que ce soit car qui représente qui pour qui et pour quoi ? - ou plutôt que d'évoquer leur financement - qui apparaît d'autant moins problématique qu'il demeure le plus autonome possible de toute influence extérieure -, nous estimons, à l'instar du professeur F. Dassetto, que c'est bien plutôt avant tout la question du leadership musulman qui doit être posée⁴. En Europe, celui-ci reste actuellement absent, ou fait insuffisamment preuve d'audace ou, pire, de moyens intellectuels, pour rencontrer les exigences posées par les défis contemporains de la modernité et du pluralisme des sociétés.

Si l'un des points pertinents de l'article du Yale Global Online réside dans le fait que son auteur pointe le niveau d'éducation comme étant un facteur décisif d'intégration, il importe donc toutefois de préciser que ce n'est pas tant la question de l'intégration économique qui se trouve au cœur du débat sur la radicalisation de certains jeunes. Certes, celle-ci peut jouer un rôle tout à fait non négligeable mais ce facteur doit impérativement être mis en relation, entre autres, à la production et à la diffusion de discours radicaux. Ceux-ci sont d'autant plus susceptibles de toucher des jeunes qui ont l'impression de subir une discrimination ou une injustice quelconque que ces derniers ne rencontrent aucune production discursive qui puisse contrebalancer ces discours d'un autre âge, liés à une époque où l'islam était une civilisation majeure où le religieux constituait le principal ciment des sociétés. Or, à l'heure actuelle, non seulement il n'existe que très peu d'ébauches de réponses adaptées au contexte contemporain mais aussi, de manière structurelle, pratiquement aucune institutions à même de produire des intellectuels qui pourraient jouer ce rôle dans un moyen terme.

Non pas l'assimilation mais la co-inclusion

Les sociétés européennes ne sont – heureusement - pas homogènes. Et le respect des minorités ne constitue pas une priorité des Etats européens, étant donné que ces sont les droits octroyés aux individus qui demeurent au cœur des préoccupations. De multiples évolutions sont en cours, qui concernent notamment la plus grande promotion du point de vue des musulmans sur les scènes nationales (via les diverses instances représentatives) et européenne (notamment via des initiatives relativement concurrentes telles que la Conférence islamique européenne ou encore la fédération des organisations islamiques en Europe). Jusqu'à présent ceux-ci n'établissent pas de revendications très particulières – bien que certains d'entre-eux le souhaiteraient très vraisemblablement -. Quoi qu'il en soit, là n'est à nouveau pas l'enjeu majeur : par-delà la question des tensions qui se jouent à propos d'un certain nombre de symboles – comme le foulard – ou encore – bien plus fondamentalement – de conceptions différentes du monde et des relations Etat-religion -, c'est avant tout la question du ciment des

4 Voir l'article « Intellectuels et cadres de l'islam: situation et perspectives de formation » sur le site du cismoc.

sociétés contemporaines qui doit être posée. C'est la question du devenir commun et des relations qui se nouent autour de ce vivre ensemble qui doit être envisagée. En la matière, il semble que c'est en donnant davantage de moyens aux jeunes musulmans de développer leur propre approche critique de la religion et de la société que nous pourrions, peut-être, aboutir à une coexistence plus harmonieuse. Toute conception de la société qui voudrait de manière unilatérale imposer ses propres valeurs ne pourra réussir que si, et seulement si, est maintenue une possibilité de négocier celle-ci.

Opposer une politique vertueuse américaine à des politiques discriminantes européennes et forcer les arguments pour y parvenir, ce n'est que l'expression d'un provincialisme du regard bien inutile pour faire avancer la réflexion autour des politiques à mener afin de faire face au terrorisme.